

**LES PARTIS SOCIALISTES  
D'EUROPE DU SUD :  
DES ORGANISATIONS PERFORMANTES ?**

Pascal Delwit,

(Université libre de Bruxelles, Centre d'étude de la vie politique)

[pdelwit@ulb.ac.be](mailto:pdelwit@ulb.ac.be)

---

**Résumé / Abstract**

Le schéma organisationnel et le poids politique des partis socialistes du sud de l'Europe a souvent été décrié eu égard au modèle social-démocrate des partis d'Europe scandinave et centrale voire à la tradition travailliste britannique. Cette contribution teste le caractère performant des organisations des partis socialistes français, italien, grec et portugais dans une perspective évolutive et comparée. La comparaison est réalisée entre partis socialistes du sud de l'Europe et partis sociaux-démocrates du centre et du nord de l'Europe. Les indicateurs utilisés sont, pour les performances externes, les résultats électoraux et le potentiel de coalition, et pour les performances internes, l'évolution des affiliés et la qualité du leadership.

*The organizational framework and the political weight of the Socialist Parties of Southern Europe have often been negatively compared to the Social Democratic model of the Scandinavian and Central European Parties' and even to the British Labour tradition. This paper checks the performance of the French, Italian, Greek and Portuguese Socialist Parties from an evolutionary and comparative perspective. The comparison is carried out between the Socialist Parties of Southern Europe and between Southern European Socialist Parties and Central and Nordic European Social Democratic Parties. The indicators used for the external dimension are electoral results and the coalition potential, and the evolution of Party membership and leadership performance for the inner dimension.*

---

**MOTS-CLÉ / KEYWORDS**

Adhérents, partis politiques, résultats électoraux, Socialisme

*Electoral Results, Party membership, Political Parties, Social Democracy*

Dans les sciences historiques, politologiques ou sociologiques, une distinction a souvent été opérée dans l'analyse de la famille socialiste, entre formations d'essence *socialiste* et partis *sociaux-démocrates*. La différenciation ne s'opère pas qu'à partir de l'étiquette puisque aussi bien l'actuel parti social-démocrate portugais (PSD) ou l'ancien parti social-démocrate britannique (SDP) n'ont rien à avoir avec la social-démocratie ou ce qu'elle incarne comme modèle. De même des partis socialistes – en Belgique ou au Luxembourg, par exemple – sont-ils plus proches de la qualification *sociale-démocrate* que *socialiste*.

Au-delà de la définition éventuelle de la famille politique, la social-démocratie fait à tout le moins référence à une triple dimension : (i) une pratique et une rhétorique non révolutionnaire, (ii) des politiques publiques du réformisme social et (i) un modèle de parti. Quoi qu'il soit difficile de globaliser le propos, la configuration d'action de la social-démocratie se situe dans une perspective assumée de la démocratie représentation comme cadre d'action (Braga Da Cruz, 1996) et dans une logique gradualiste, excluant les mouvements brusques ou les ruptures.

De manière générale, les politiques publiques ont trait à des choix politiques mis en place dans le cadre national visant à assurer différentes variantes de la « redistribution sociale » (Grunberg, 1998: 140). C'est la construction de ce que Castel nomme l'Etat social, suggérant, sans contre-sens, l'« Etat national social » : « En, si on ne craignait un contresens ou un procès d'intention, l'expression « Etat national social » serait la plus adéquate. Le mode de constitution et le cadre d'exercice de l'Etat social sont en effet, profondément, l'Etat-nation » (Castel, 1995: 283). Le modèle de parti est un élément clé. Il fait écho au *parti communauté*, celle de la classe ouvrière, articulé non seulement autour de la formation politique mais aussi, avec ou sans lien organique, d'une organisation syndicale, d'un réseau d'organisations sociétales (Moschonas, 2002).

A *contrario* de ces données succinctement rappelées, les partis socialistes se déclinent comme des formations (i) ancrées dans une prétention et une rhétorique révolutionnaires, (ii) qui ne se donnent pas à voir comme des partis d'intégration sociale du monde ouvrier en lien avec une organisation syndicale et qui, en termes de politiques publiques, (iii) ont vocation à changer la société, dans une perspective de tout ou rien. Bien sûr, ces deux configurations sont des idéaux-types, qui ne se rencontrent jamais à l'état pur. Les deux groupes de partis ont par ailleurs constamment évolué et même convergé ces trois dernières décennies. Il n'empêche, il s'agit toujours de référents scientifiques et politiques. L'ambition de cette contribution est de jauger la performance des partis socialistes du sud de l'Europe : le parti socialiste français (PS), le parti socialiste portugais (PSP), le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), le parti socialiste italien (PSI), le parti social-démocrate italien (PSDI) – sans lien avec le modèle social-démocrate –, les Démocrates de gauche italiens (DS) et le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Ce faisant, nous examinons des partis aux histoires différentes dès lors

que le PSP, le PASOK et le PSOE ne sont décryptés que dans une période contemporaines suite à la chute des régimes dictatoriaux au milieu des années soixante-dix. De même, le cas italien est discontinu dans la mesure où le PSI et le PSDI ont imploré en 1993 dans la foulée de l'opération Mani Pulite. À partir de ce moment, le vecteur italien de la famille socialiste est le parti de la gauche démocratique (PDS, puis Démocrates de gauche), principale formation héritière du parti communiste italien (PCI).

Nous jugeons d'abord les performances de ces formations dans une perspective externe, par des indicateurs politiques classiques : les résultats électoraux et le potentiel de coalition (Sartori, 1976). Dans un deuxième temps, nous mesurons les capacités internes, par des indicateurs organisationnels tout aussi communs : l'évolution des affiliés et la question du leadership.

## **Les performances politiques**

### **L'impact électoral**

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, partis socialistes français et italien sont confrontés à une réalité politico-électorale qui les marque durablement : à la gauche du spectre politique, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le parti socialiste italien sont devancés par leur parti communiste respectif. En 1945, le parti communiste français (PCF) devance la SFIO de trois points et l'écart ira grandissant. Pour leur part, les socialistes italiens devancent certes le PCI en 1946 mais ils ne peuvent pérenniser cette configuration. Aux élections extrêmement polarisées d'avril 1948, ils forment même un cartel avec les communistes et seront par la suite un acteur modeste à la gauche de l'échiquier politique. Le choix politique du PSI au printemps 1948 a conduit l'aile droite du parti à faire dissidence et à mettre sur pied le parti social-démocrate italien (PSDI). Cette dissidence perdura en dépit de la tentative, sans suite, de réunification initiée à l'occasion du scrutin de 1968.

Bref, pendant trente ans, les formations socialistes françaises et italiennes se déclinent comme des acteurs électoraux modestes. Passés les deux scrutins d'après guerre, le PS français doit attendre l'élection nationale de 1978 pour atteindre à nouveau la barre des 20% et devancer le PCF. Entre ces deux moments, la SFIO et le PS oscillent dans une fourchette entre 12 et 18-19%, ce qui ne lui permet que de disposer d'un groupe parlementaire avec une faible envergure, dont la taille dépend de l'accord de désistement républicain avec le PCF.

Pour ce qui le concerne le PSI, hormis l'élection de 1946, il n'atteindra jamais la barre des 20%. Tout comme il ne sut jamais réaliser le *sorpasso* (*surpasser* le parti communiste à gauche) espéré et annoncé par Bettino Craxi, le dernier leader des socialistes italiens. À l'instar

de son *alter ego* français, le PSI dut se contenter de résultats minimalistes assortis d'une délégation parlementaire en phase avec le résultat compte tenu du mode de scrutin proportionnel à l'œuvre en Italie.

Comparé aux résultats des partis sociaux-démocrates inscrits dans une dynamique majoritaire (Scandinavie, Grande-Bretagne ou même Allemagne), ces performances font pâle figure. Même dans les démocraties consociatives, où les partis sociaux-démocrates ne sont pas l'acteur politique dominant du système, la barre apparaît très basse. Durant la même période, les socialistes belges décrochent entre 28 et 38% des voix, les socialistes luxembourgeois régulièrement au-dessus de 30% et le parti du travail des Pays-Bas entre 25 et 33% (Delwit, 2004a).

Nous l'avons pointé, le tournant a lieu en France dans la décennie soixante-dix. Après sa prise de contrôle du parti au congrès d'Epinay en 1973, François Mitterrand opte pour une stratégie à gauche visant à reconquérir une partie de l'électorat communiste et à faire du PS le pôle d'une alternance au long règne de la droite. Dès 1978, le PS devance le PCF d'une courte de tête. Et en 1981, dans la foulée de la victoire aux élections présidentielles, les socialistes emportent une majorité absolue avec un peu plus de 35% des voix. Trois dimensions frappent les imaginations à partir de ce moment : (i) La première est la remarquable fluidité des résultats électoraux. Sur les cinq scrutins de 1981 à nos jours, le PS a enregistré des écarts substantiels de résultats. Entre 1988 et 1997, les socialistes obtiennent respectivement 36,56% des voix (46,85% des sièges), 17,40% (9,19% des sièges) et 25,55% (45,66% des sièges) ! (ii) La deuxième tient en la capacité acquise des socialistes à *gagner* les élections. Alors qu'il avait fallu attendre l'élection nationale de 1978 pour que le PS puisse inquiéter la droite parlementaire, le PS se pose désormais comme un concurrent électoral crédible de la droite. Depuis 1981, la droite parlementaire n'a jamais pu emporter une élection législative comme parti(s) du gouvernement sortant(s). (iii) Enfin, il importe d'observer que les scores du parti socialiste restent modestes à l'aune des performances des locomotives électorales du socialisme européen (SPD, Labour Party, SAP, PSOE,...). Au surplus, le parti socialiste est étroitement dépendant, pour gagner les élections, de sa capacité à nouer des alliances politico-électorales avec une gauche fragmentée en plusieurs organisations (PCF, MDC, Verts, PRG,...).

Pour ce qui a trait à l'Italie, le PSI n'est jamais parvenu à sortir à la fourchette de confinement électoral autour de 15%. Compte tenu du déclin tendanciel de la Démocratie chrétienne (DC) dans les années quatre-vingt, cela lui a permis de jouer un rôle grandissant. Mais à l'instar de son imposant partenaire de gouvernement, les socialistes italiens ont été emportés par l'opération *Mani Pulite* et ne s'en sont jamais relevés. Aussi, à partir de 1994, le PDS puis DS occupent le pôle socialiste de l'échiquier politique italien. Le PDS n'a jamais été capable d'atteindre les meilleures performances du PCI (34,37% en 1976 ou 30,30% en 1979). Il a en effet dû compter avec la concurrence électorale, à sa gauche, du parti de la

refondation communiste (PRC) et, plus tard, du parti des communistes italiens (PDCI) et, à sa droite, de formations centristes, dont récemment La Margherita. La comparaison des résultats est aussi rendue plus difficile compte tenu du changement du mode de scrutin intervenu en 1993. Les Démocrates de gauche se situent aux alentours de 18-20% des voix à l'échelle nationale, ce qui en fait un acteur moyen en résultats électoraux dans la famille des partis sociaux-démocrates.

**Tableau 1. Evolution des performances électorales des partis socialistes français et italiens**

	PS		PSI		PSDI		DS	
	% en voix	% en sièges	% en voix	% en sièges	% en voix	% en sièges	% en voix	% en sièges
<b>1945</b>	23,77	25,67						
<b>1946</b>	21,06	22,03	20,61	20,68				
	17,87	16,54						
<b>1948</b>			12,43	9,06	7,15	5,75		
<b>1951</b>	14,47	17,28						
<b>1953</b>			12,70	12,71	4,52	3,22		
<b>1956</b>	15,26	16,18						
<b>1958</b>	12,43	9,46	14,23	14,09	4,55	3,69		
<b>1962</b>	12,43	13,76						
<b>1963</b>			13,84	13,81	6,10	5,08		
<b>1967</b>	18,90	25,11						
<b>1968</b>	16,54	12,13	14,48	14,44				
<b>1972</b>			9,61	9,78	5,14	4,60		
<b>1973</b>	19,10	18,82						
<b>1976</b>			9,64	9,05	3,37	2,38		
<b>1978</b>	22,79	21,55						
<b>1979</b>			9,81	9,84	3,84	3,33		
<b>1981</b>	36,57	56,54						
<b>1983</b>			11,44	11,59	4,08	3,65		
<b>1986</b>	31,30	35,61						
<b>1987</b>			14,26	14,92	2,96	2,70		
<b>1988</b>	36,56	46,85						
<b>1992</b>			13,61	14,60	2,71	2,53		
<b>1993</b>	17,40	9,19						
<b>1994</b>			2,18	2,22			20,35	17,30
<b>1996</b>			6,81	2,58			21,06	16,77
<b>1997</b>	25,55	45,66						
<b>2001</b>							16,57	20,00
<b>2002</b>	24,11	24,26						

À l'image de leurs partenaires français et italien, les partis socialistes grec, portugais et espagnol ont dû composer avec un parti communiste significatif au début de la transition démocratique. Le parti communiste espagnol (PCE) décroche 10% des voix au scrutin de 1976 et 11% en 1979. Le parti communiste portugais (PCP) enlève de 13 à 20% dans les trois élections nationales des années soixante-dix et les deux formations communistes

grecques (KKE) glanent ensemble 12% des voix au scrutin de 1977. Néanmoins, deux différences majeures doivent être épinglées.

Dans les trois cas, la formation socialiste a d'emblée affirmé sa prééminence à gauche de l'échiquier politique. De plus, les partis communistes de ces trois Etats du sud de l'Europe arrivent dans l'arène électorale à un moment de déclin de l'image internationale de l'Union soviétique et de son *attractivité révolutionnaire* (Delwit, De Waele, & Gotovitch, 1992). Assumer un rôle dans la transition démocratique et gérer l'affaiblissement de l'attrait soviétique se révélèrent deux défis difficiles pour ces formations qui, comme tous les partis communistes, seront durement confrontées à la chute du mur de Berlin en novembre 1989.

Dans le même temps, le PSOE, le PSP et le PASOK se sont imposés comme le parti d'alternance à la principale formation de droite (le parti populaire en Espagne, le parti social démocrate au Portugal, et la Nouvelle Démocratie en Grèce) dans un contexte tendanciel de bipolarisation politique, captant de la sorte entre 40 et 45% des suffrages. Dans le chef des socialistes espagnol et grec, le mouvement fut somme toute rapide. La première élection de la décennie quatre-vingt entérine ce statut tout comme elle marque leur première victoire électorale et l'accession aux responsabilités gouvernementales. À l'exception du scrutin de 2000, le PSOE capte un score au moins équivalent à 40% des suffrages. Et il en va de même pour son *alter ego* grec.

Pour ce qui a trait au PSP, l'ancrage électorale fut plus complexe. Si lors de l'élection de 1983, la formation socialiste emmenée par Mario Soares enlève 37% des suffrages, elle ne peut pérenniser cet étiage électorale. Et il faut attendre le milieu des années quatre-vingt-dix pour que le parti socialiste portugais atteigne pleinement le statut de formation d'alternance au PSD et au Centre démocratique et social (CDS). En 1995, le PSP décroche près de 45% des voix et s'installe dans cette fourchette électorale. Même, lors de leur défaite à l'élection anticipée de 2002, les socialistes portugais rassemblent près de 40% des suffrages.

Bref, la configuration du socialisme démocratique dans les trois Etats nouvellement démocratique est autrement plus porteuse d'un point de vue électorale qu'en France et en Italie. La traduction parlementaire est d'ailleurs éloquente. PASOK, PSP et PSOE ont décroché neuf majorités absolues sur vingt-neuf scrutins tenus, auxquelles il convient d'ajouter cinq majorités relatives substantielles.

**Tableau 2. Evolution des performances électorales des partis socialistes portugais, grec et espagnol**

	PSOE		PSP		PASOK	
	% en voix	% en sièges	% en voix	% en sièges	% en voix	% en sièges
1976	30,35	33,71	36,73	40,93		
1977					25,34	31,00
1979	30,49	34,57	28,24	29,67		
1980			27,78	28,86		
1981					48,06	57,33
1982	48,38	57,71				
1983			37,34	40,65		
1985			21,37	22,76	45,82	53,67
1986	44,34	52,57				
1987			22,81	23,98		
1989					39,13	41,67
1989					40,91	43,00
1990	40,27	50,00			38,61	43,00
1991			29,84	31,42		
1993	39,10	45,43			46,88	56,67
1995			44,69	49,12		
1996	38,00	40,29			41,49	64,00
1999			44,89	49,56		
2000	34,64	35,71			43,79	52,67
2002			38,56	41,74		
2004	43,33	46,86			40,55	39,00
2005			46,40	52,65		

## L'impact gouvernemental

L'exercice des responsabilités gouvernementales est partiellement lié aux performances électorales. Mais cette relation doit s'analyser avec prudence, à différents points de vue. La recherche d'un excellent résultat aux élections s'accompagne parfois d'une difficulté à accéder à l'exercice des responsabilités. *A contrario*, une formation aux performances modestes peut être en situation pivotale (Blondel, 1968). En la matière, beaucoup tient à l'essence du système de partis et à la contrainte institutionnelle à l'œuvre dans le domaine du droit électoral, en particulier le mode de scrutin. Nous l'avons mis en évidence, la SFIO a rapidement affiché ses limites sur le terrain électoral. Toutefois, dans le cadre des institutions de la quatrième République (1944-1958) et de l'exclusion durable du parti communiste de la scène gouvernementale à partir du printemps 1947, elle s'est révélée être un acteur essentiel pour la confection de majorités parlementaires dans des coalitions de Troisième force.

Ainsi, est-elle de toutes les coalitions gouvernementales jusque début 1951 et du printemps 1956 à l'arrivée au pouvoir du général De Gaulle (1958). Elle accèdera à plusieurs reprises au poste de Premier ministre en la personne de Félix Gouin, Vincent Auriol, Léon Blum, Paul Ramadier ou encore Guy Mollet. Mais dans l'instabilité des équipes ministérielles qui caractérise la IV<sup>e</sup> République, aucun n'a assumé longtemps cette tâche. L'établissement de la cinquième République et la mise en place d'une dynamique majoritaire affectent

profondément la capacité des socialistes français à accéder aux commandes de l'exécutif. L'élection présidentielle est un défi complexe pour la SFIO. Il faut en effet attendre 1974 pour qu'un candidat membre de l'organisation socialiste accède au deuxième tour du scrutin. En 1965, la SFIO avait soutenu François Mitterrand, qui n'en était pas membre. Quant au scrutin de 1969, Gaston Deferre n'avait pu recueillir que 5% lors du premier tour.

La Cinquième République marque donc une très longue traversée du désert des socialistes dans leur relation au pouvoir : 23 ans sans accès à la présidence de la République ni participation au gouvernement. La victoire de François Mitterrand, le 10 mai 1981, au deuxième tour de l'élection présidentielle française marque un tournant profond pour la gauche socialiste française et, plus largement, pour les cycles politiques en France. En l'espace d'un mois, le PS accède à toutes les responsabilités exécutives. François Mitterrand est président et Pierre Mauroy, Premier ministre. Surtout le PS s'impose comme un parti de gouvernement en dépit des *remords du pouvoir* qui le traversent (Bergougnieux & Grunberg, 2005). Du 1<sup>er</sup> janvier 1981 au 31 décembre 2005, le parti socialiste français aura exercé les responsabilités gouvernementales 61% du temps. Si l'on rapporte le même calcul aux responsabilités présidentielles, le total se fixe à 58%. Bref, le PS est désormais un parti d'alternance incontournable dans une nouvelle configuration du système politique français où, depuis 1978, chaque élection législative a vu l'opposition triompher sur les formations du gouvernement sortant. Depuis leur retour au pouvoir, les socialistes français ont connu sept Premiers ministres : Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Edith Cresson, Pierre Bérégovoy et Lionel Jospin.

En Italie, après leur participation aux gouvernements d'après-guerre, les socialistes italiens ont dû patienter jusqu'en 1964 pour retrouver les travées du pouvoir dans un gouvernement conduit par le parti incontournable jusqu'en 1992, la Démocratie chrétienne. À partir de ce moment, ils y ont souvent joué le rôle d'appoint, en essayant dans le temps de se créer des niches électorales et de politiques publiques. Cette posture a été rendue possible par une participation désormais récurrente aux affaires gouvernementales. En effet, de 1964 à 1992, le PSI n'a été absent du pouvoir que six années complètes. Il a même réussi le tour de force d'accaparer le poste de Premier ministre entre 1983 et 1987 dans le chef de Bettino Craxi, son leader du moment. Avant son retour en grâce au milieu des années soixante, le PSI avait été devancé dans l'exercice des responsabilités par son frère ennemi, le PSDI. Formation au poids électoral modeste, le PSDI n'en a moins exercé les responsabilités gouvernementales 62,5% du temps de législature entre début 1948 et fin 1992. Nous l'avons souligné, l'Affaire Mani Pulite a emporté le PSI et le PSDI, le Parti de la gauche démocratique prenant désormais les habits du socialisme italien. Après l'élection nationale de 1994, le PDS a pu assumer les responsabilités gouvernementales durant la législature agitée de 1996 à 2001. Suite au départ de Romano Prodi



de la chancellerie, Maximo D'Alema assura même le leadership du gouvernement entre octobre 1998 et avril 2000.

Les expériences gouvernementales des partis socialistes portugais, grec et espagnol se déclinent de manière plus simple eu égard au caractère récent de la transition démocratique.

En Grèce, le PASOK s'est véritablement imposé comme le parti du gouvernement et de la modernisation de l'Etat. Après l'exercice des responsabilités des deux gouvernements de centre-droit dirigé respectivement par Constantine Karamanlis et George Rallis, le PASOK a pris part à de très longues périodes gouvernementales, 1981-1989 et 1993-2004. Ces dix-huit ans d'exécutif socialiste ont été conduits par deux personnalités très différentes : le charismatique et parfois populiste Andreas Papandreou, et l'austère et sérieux Costas Simitis.

Dans le système politique portugais, le parti socialiste a, dans un premier temps, des difficultés à s'imposer comme un acteur normal et dans la longue durée des responsabilités gouvernementales. Au niveau gouvernemental, Mario Soares préside deux exécutifs : entre 1976 et 1978, et entre 1983 et 1985. Mais pendant quinze ans, le PSP reste manifestement dominé par les formations de centre-droit de l'échiquier politique : le PSD et le CDS. Le scrutin de 1995 change la donne et inaugure non seulement une période de meilleur étalonnage électoral mais aussi de présence régulière au gouvernement. En 1999, Antonio Guterres améliore le score de 1999 sans pour autant atteindre la majorité absolue qu'il escomptait. Il n'empêche, cette période a établi une double nouveauté pour les socialistes portugais. Pour la première fois, ils ont gouverné jusqu'au terme de la législature. Pour la première fois aussi, ils remportent un scrutin comme parti sortant du pouvoir. Si en 2002, le PSP ne franchit pas la passe de trois lors du scrutin anticipé, sa période d'opposition est somme toute relativement courte. Trois ans plus tard, José Socrates mène sa formation à la majorité absolue, devient Premier ministre et met en place un gouvernement homogène. Bref, le PSP est parvenu à renverser le jeu de rôles dans le système politique en devenant le parti le plus régulier dans l'exercice des responsabilités, statut que détenait alors son principal adversaire politique, le PSD.

En ce qui concerne la Présidence de la République, la présence du socialiste y est presque trustée. Les deux premiers mandats de cinq ans (1976-1981 et 1981-1986) sont revenus au général Antonio Ramalho Eanes. Figure modérée du Mouvement des forces armées (MFA) à l'origine de la révolution des œillets, il avait triomphalement emporté la première élection en étant notamment soutenu par le PS. Lors du deuxième scrutin, toujours appuyé par le PSP, il avait devancé dès le premier tour Antonio Soares Carneiro. En 1986, Mario Soares emporte aisément la présidence et conserve triomphalement son mandat cinq ans plus tard. Le parti socialiste garde le mandat en 1996 avec la victoire de l'ancien maire de Lisbonne, Jorge Sampaio, réélu cinq ans plus tard.

Les pouvoirs du Président de la République sont modestes au Portugal. Il a néanmoins le dernier mot dans la dissolution éventuelle de la Chambre. Les lendemains de la désignation de José Manuel Barroso à la Présidence de la Commission européenne ont montré que cette décision pouvait faire l'objet d'âpres débats politiques. La longue présence d'une personnalité socialiste à ce niveau de pouvoir n'est donc pas anecdotique.

Pour ce qui a trait à l'Espagne, les choses s'inscrivent dans la durée, à gauche et à droite. En effet, suite à sa victoire aux élections de 1982, le PSOE accède aux responsabilités gouvernementales pour une période de quatorze ans sous le leadership de son leader charismatique, Felipe Gonzalez. L'opposition est longue aussi dans la mesure où José Maria Aznar remporte aisément le scrutin de 2000 après quatre ans de gouvernement de centre-droit. Celui qu'il avait désigné comme son successeur, Mariano Rajoy estime d'ailleurs que sans les attentats intervenus trois jours avant le scrutin, le PP aurait remporté un troisième mandat en 2004. Toujours est-il que le PSOE, sous la houlette de José Luis Rodriguez Zapatero, a reconquis le pouvoir en mars 2004.

### **Les performances organisationnelles**

La question organisationnelle a fortement évolué ces vingt dernières années. Dans l'important ouvrage dédié aux partis politiques, Paul Webb déclinait les mutations des organisations partisanes comme l'un des fils conducteurs traversant l'ouvrage mais, surtout, s'interrogeait sur l'attention contemporaine des partis à l'organisation : « The second major dimension of analysis our authors investigate relates to party organisational strength. The central question here is: are parties persisting and developing as organisations? (...) The concept of organisational strength should be understood to imply both the quantity of resources at the disposal of a party, and the capacity to deploy those resources in a way that achieves the party's purposes » (Webb, 2002: 9). Avant lui, en annonçant l'avènement du parti cartel, Richard Katz et Peter Mair avaient suggéré une modification profonde de l'essence (organisationnelle) des partis (Katz & Mair, 1995). Prolongeant cette analyse, Mair et Van Biezen (2001) alertaient, cinq ans plus tard, la communauté scientifique sur l'accélération du déclin des adhésions aux partis politiques.

### **Adhérents, distinctions socialistes et sociales-démocrates ?**

Dans l'imaginaire et, pour une part, dans l'analyse scientifique, les partis sociaux-démocrates se déclinent sous la forme de formations imposantes à l'aune de leur schéma organisationnel et de leurs nombres d'adhérents. Elles recouvrent un modèle analysé dès 1913

par Roberto Michels dans son célèbre livre sur les partis politiques : une organisation très développée générant un phénomène bureaucratique conduisant à la « loi d'airain de l'oligarchie » (Michels, 1971). Ce modèle recouvre largement le type du parti de masse épinglé par Maurice Duverger (1992) ou du parti d'intégration sociale proposé par Neumann (1956) au même moment. Moschonas reprendra et amènera ces concepts en parlant de « parti société, à la fois *sub* et *contre* société », se déclinant sous la forme d'un *parti de classe* (Moschonas, 1994: 22). Le nombre d'adhérents et leur investissement confèrent aux partis sociaux-démocrates des capacités fortes de mobilisation, des rentrées financières stables et une influence politique, sociale et culturelle indéniables fondée sur la *loi du nombre* (Pélassy, 1992).

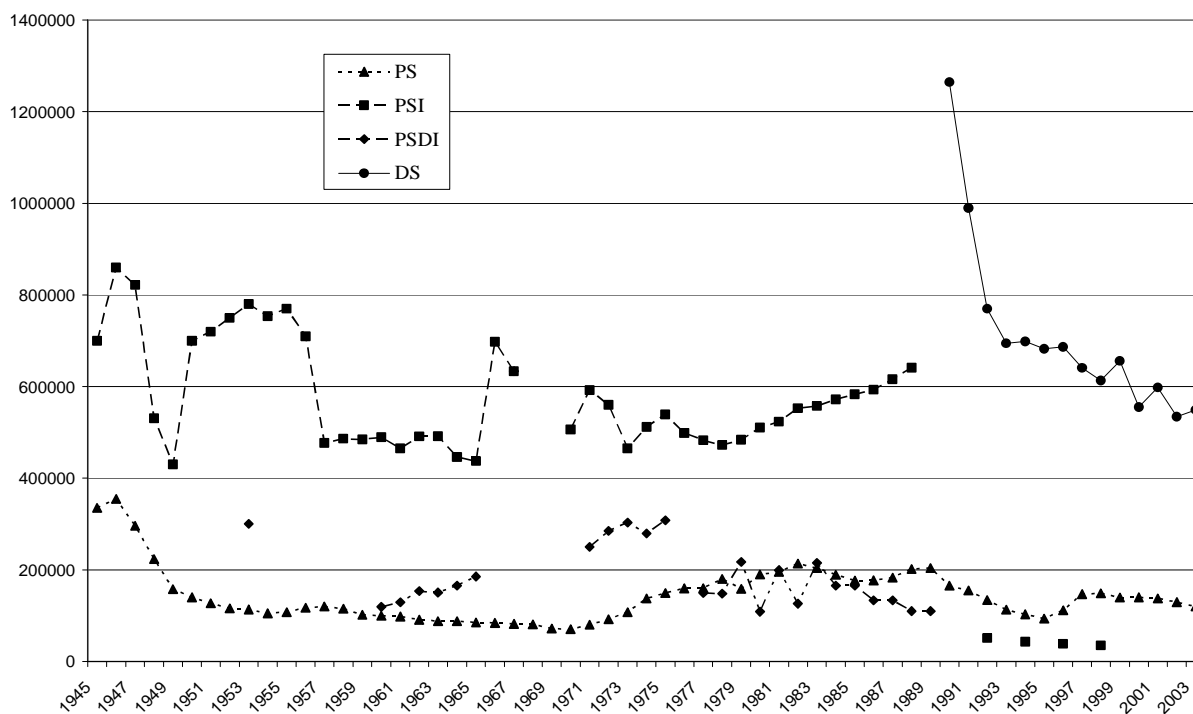
Ce tableau doit néanmoins être nuancé à la lumière de plusieurs éléments. Le nombre tient parfois à l'étroitesse du rapport entre partis sociaux-démocrates et organisations syndicales. En la matière la distinction, entre *partis directs* et *indirects*, épinglée par Duverger s'impose (1992). En effet, le nombre impressionnant de membres de certains partis sociaux-démocrates tient d'abord aux mécanismes de l'adhésion indirecte. Plusieurs formations y ont eu recours. Citons, entre autres, le parti ouvrier belge (POB) jusqu'en 1945, le parti social-démocrate suédois (SAP) jusqu'en 1990 ou encore, en combinaison avec l'adhésion directe, le Labour Party britannique. Dans une contribution précédente, nous avons montré l'estompement sinon la disparition du schéma organisationnel classique de la social-démocratie, et notamment des *partis communautés* (Delwit, 2005b). Comment la situation socialiste se donne-t-elle à voir dans le sud de l'Europe ?

Nous appréhendons deux variables importantes pour envisager le schéma organisationnel de ces partis : (i) le parti et ses adhérents, et (ii) le leadership. Pour ce qui a trait aux membres des formations politiques, nous envisageons l'évolution du nombre d'affiliés dans chacun des partis considérés de 1945 (ou des années soixante-dix) à nos jours. Dans un deuxième temps, nous mettons en rapport le nombre d'adhérents des partis examinés avec leurs performances électorales (nombre de voix recueillies). Par ce biais, nous calculons l'évolution du *taux d'adhésion*. Les deux variables concernent donc le parti lui-même. Enfin, nous présentons aussi le rapport du nombre d'adhérents à celui des électeurs inscrits. Ce faisant, nous calculons le *taux de pénétration électorale*. L'intérêt de cet indicateur est d'utiliser une variable indépendante du parti, qui permet de présenter de la manière la plus fine l'*évolution réelle* du nombre de membres de chaque formation.

### *Le PS français*

La chose est aujourd'hui bien connue, le parti socialiste français n'a jamais été un parti de masse dans l'optique où il aurait joué un rôle d'intégration sociale auprès de segments importants d'une ou plusieurs catégories sociales. Daniel-Louis Seiler le classe comme un parti de militants, très sensible aux fluctuations idéologiques et de rapport au pouvoir (Seiler, 2003). Plus durement, Michel Rocard, ancien Premier ministre socialiste, parle d'un petit parti « qui tout au long de son histoire va se limiter à rassembler quiconque a envie d'être conseiller municipal, ou plus, et quelques curieux »<sup>1</sup>. De manière générale, les mouvements y sont forts mais avec un plafond bas. Après avoir atteint près de 300 000 affiliés à la libération la SFIO vit un déclin militant spectaculaire en l'espace de deux décennies. Le parti souffre le départ de deux tiers de ses effectifs ! La fin du *molletisme* et la relance du parti à l'aube de la décennie soixante-dix provoquent une inversion de tendance qui se confirme largement dans la décennie suivante, suite à la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles du 10 mai 1981. En revanche, le deuxième septennat entraîne une déception militante qui se transforme en désengagement massif, que ne pourra seulement freiner la victoire aux élections nationales de 1997. Le parti socialiste a subi une nouvelle saignée qui l'amène à un peu plus de cent mille adhérents en ce début de siècle (voir figure 1.). Configurée au poids électoral du parti, la courbe des effectifs révèle un taux d'adhésion particulièrement faible (entre deux, voire moins, et cinq adhérents pour cent électeurs), le plus bas des formations socialistes et sociales démocrates classiques (voir tableau 3). Aussi n'est-il pas surprenant de relever que le parti socialiste français dévoile aussi le taux de pénétration électorale le plus faible des formations socialistes et sociales-démocrates : 0,30% en 2002 (voir tableau 4).

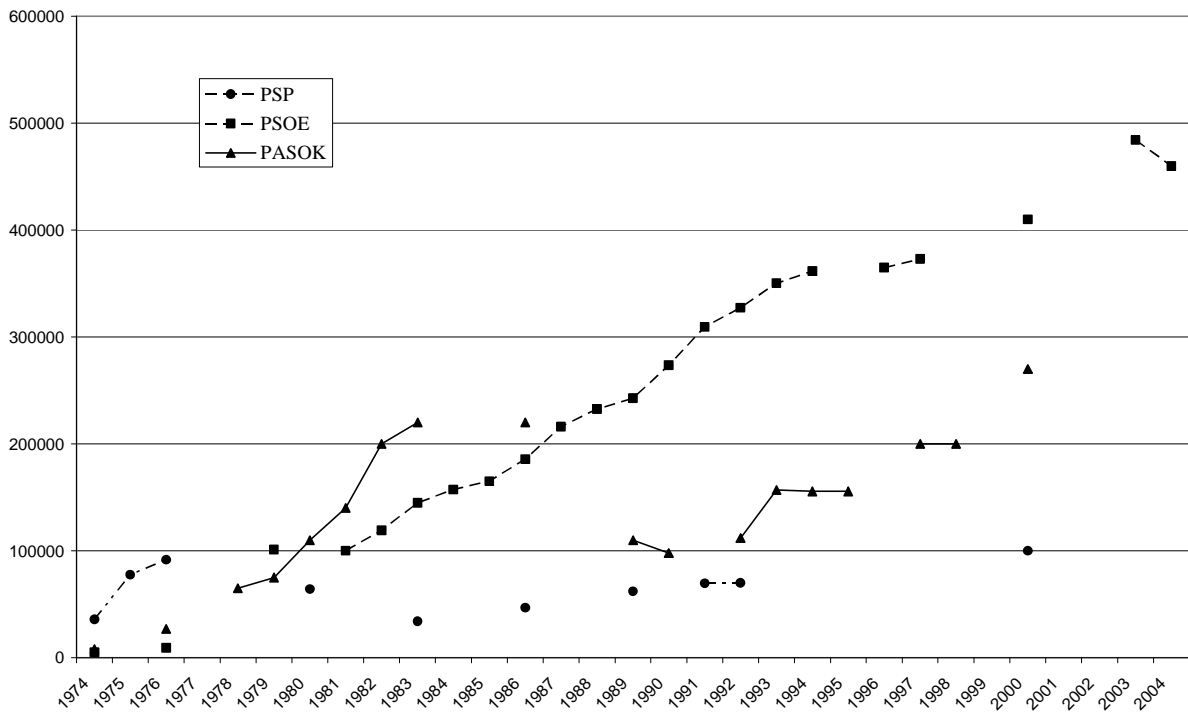
**Figure 1. Les effectifs socialistes français et italiens depuis 1945**



***Les partis socialistes de la transition démocratique : PASOK, PSP, PSOE***

Dans le chef du PASOK, du PSP et du PSOE, nous observons « nécessairement » une progression ces trente dernières années. Agissant dans un nouveau cadre démocratique, ces formations socialistes ne pouvaient que connaître un accroissement de leurs membres dans un premier temps. Pour le Portugal et la Grèce, nos données sont malheureusement fragmentaires. Il semble cependant qu'une stabilisation autour de 70 000 adhérents au Portugal et deux cent mille adhérents en Grèce se soit opérée depuis une dizaine d'années (voir figure 2). La configuration est quelque peu différente dans le chef du PSOE. Les socialistes espagnols ont connu une croissance linéaire de leurs effectifs depuis les débuts de la transition, ce qui les a conduit à l'enregistrement de près de cinq cent mille adhérents, total qui reste néanmoins inférieur à celui de son principal concurrent politique, le partido popular (voir figure 2). Eu égard à leur bonne tenue électorale tendancielle, les taux d'adhésion des trois partis socialistes de la transition démocratique des années soixante-dix ne sont pas élevés. Ils se situent entre 4 et 6%, soit bien au-delà de ce que nous avons épinglé pour le socialisme français, mais bien en deçà de partenaires sociaux-démocrates ou de leurs alter ego italiens (*supra*). Cela observé, indépendamment des performances électorales, l'examen des taux de pénétration électorale du PSP, du PASOK et du PSOE dévoile des taux relativement bas. En termes relatifs, ces formations ont donc un nombre d'affiliés modeste. Les taux se situent dans une fourchette entre 1 et 2,5% sans évolution notable. Ils sont somme toute emblématiques de la situation contemporaine d'un nombre appréciable de formations politiques, confrontées à un déclin de l'engagement politique de type conventionnel (voir tableau 3).

**Figure 2. Les effectifs socialistes portugais, espagnol et grec depuis 1974**



### *Les formations italiennes*

Nous l'avons mis en évidence, le cas italien est très spécifique. Les formations qui incarnent la famille socialiste démocratique ont évolué dans le temps. La comparaison s'avère complexe. Jusqu'en 1992, le parti socialiste italien et le parti social-démocrate italien avaient un nombre d'adhérents impressionnant : entre cinq cents et sept cent mille pour le PSI ; entre cent cinquante et deux cent cinquante mille pour le PSDI, (voir figure 2). Le fait n'est pas singulier pour l'Italie, mais il mérite d'être relevé. Ainsi, contrairement à la représentation que l'on se fait des partis socialistes du sud de l'Europe, le PSI et le PSDI ont eu un taux d'adhésion élevé pour une formation ne ressortissant au modèle social-démocrate (entre 10% à 20%). Néanmoins mesuré à l'aune de la base de recrutement, PSI et PSDI s'éloignent des catégories du modèle social-démocrate. Leur taux de pénétration électorale est très modeste : entre 0,5 et 1% (voir tableau 3). Qu'en est-il, dans la période contemporaine, pour les Démocrates de gauche ? Le parti communiste italien était un exemple presque parfait d'une formation d'intégration sociale. Elle a comptabilisé jusqu'à deux millions d'adhérents. Fin des années quatre-vingt, avant sa mue, ce chiffre s'élevait toujours à un million quatre cent mille ! À l'instar de la plupart des partis politiques européens, le PDS puis les Démocrates de gauche (DS) ont connu un affaiblissement militant. Son nombre contemporain d'adhérents se situe à sept cent trente mille. Même, si l'affaiblissement est au rendez-vous, les démocrates de gauche conservent, de l'ancienne structure d'encadrement social du parti communiste italien, un taux d'adhésion appréciable : 10%. Néanmoins à l'image de leurs anciens frères ennemis du PSI et du PSDI, l'examen du taux de pénétration électorale révèle le statut nouveau des Démocrates de gauche par rapport au PCI. Avec un taux de pénétration électorale se situant à 1,5%, on est loin de l'ancien parti d'intégration sociale qu'était le PCI (voir tableau 4).

**Tableau 3. Evolution du taux d'adhésion  
des partis socialistes du sud de l'Europe**

	DS	PSI	PSDI	PSOE	PS	PASOK	PSP
1945					7,36		
1946		18,05			8,47		
1948		13,28					
1951					4,62		
1953		22,67					
1956					3,61		
1958		11,57			3,63		
1962					3,99		
1963		11,55	8,03				
1967					1,94		
1968		13,76			2,21		
1972		17,92	16,58				
1973					2,37		
1975							3,59
1976		14,08	24,92	0,17			4,85
1977						2,08	
1978					2,81		
1979		13,48	15,46	1,85			3,95
1980							4
1981					2,15	3,67	
1982				1,18			
1983		13,21	14,26				1,67
1985						8,57	3,9
1986				2,09	2,06		
1987		11,17	11,7				3,72
1988					2,3		
1989				2,99		6,27	
1991							4,18
1992	12,19						
1993				3,83	2,56	4,92	
1994	8,84						
1995							SD
1996	8,55			3,87		5,53	
1997					1,85		
1999							4,24
2000				5,24		6,65	
2001	10,11						
2002					1,95		SD
2004				4,21			

**Tableau 4. Evolution du taux de pénétration électorale  
des partis socialistes du sud de l'Europe**

	DS	PSI	PSDI	PSOE	PS	PASOK	PSP
1945					1,36		
1946		3,07			1,44		
1948		1,82					
1951					0,52		
1953		2,58					
1956					0,44		
1958		1,5			0,42		
1962					0,33		
1963		1,44	0,44				
1967					0,29		
1968		1,78			0,29		
1972		1,55	0,77				
1973					0,36		
1975							1,26
1976		1,23	0,76	0,039			1,41
1977						0,42	
1978					0,52		
1979		1,15	0,51	0,37			0,95
1980							0,93
1981					0,55	1,42	
1982				0,44			
1983		1,27	0,49				0,48
1985						3,26	0,61
1986				0,63	0,48		
1987		1,35	0,29				0,6
1988					0,55		
1989				0,85		1,91	
1991							0,83
1992	1,62						
1993				1,13	0,29	1,77	
1994	1,44						
1995							SD
1996	1,38			1,12		1,7	
1997					0,31		
1999							1,15
2000				1,24		2,13	
2001	SD						
2002					0,29		SD
2004				1,37			



### *Le leadership*

Pendant longtemps, les partis socialistes d'Europe du sud ont été analysés comme des formations politiques particulièrement marquées par l'emprunte de leur leader, censé compenser la faible armature organisationnelle et être en phase avec les nouveaux moyens de communication (Padgett & Patterson, 1991). Cette présentation est-elle en phase avec l'évolution contemporaine du leadership des partis concernés ? Si l'on prend les 30 dernières années comme point d'étude, que pouvons-nous épinglez ?

Comme l'illustre le tableau 4, chacune des formations a connu des exercices présidentiels longs. Les cas les plus emblématiques sont les vingt et un ans de leadership d'Andreas Papandreou sur le PASOK, les dix-huit années de secrétariat général du PSI dans le chef de Bettino Craxi ou les treize années de secrétariat général de Mario Soares au PSP. Aussi, certaines crises sont au rendez-vous dans la succession d'un leader prestigieux ou charismatique, qui a marqué un pan de l'histoire contemporaine du parti.

Le PSOE a de la sorte eu des difficultés manifestes à gérer l'après-Gonzalez. Elu inattendu, Josep Borrell avait rapidement cédé le flambeau à Joaquim Almunia, lequel n'a pu dégager le parti de la crise liée au départ de Gonzalez. Incapable de présenter un profil stratégique porteur en 2000, il jette le gant suite à la défaite des législatives. Depuis, il est revenu à José Rodriguez Zapatero de porter les socialistes espagnols vers des jours plus heureux. Sa victoire en mars 2004, dans un contexte spécifique, nécessite une confirmation.

En France, l'éclatement du courant mitterrandien associé au départ de Lionel Jospin en 1988 vers le gouvernement a généré une crise de leadership jusqu'au scrutin présidentiel de 1995. En sept ans, les socialistes français se sont donnés pas moins de cinq Premiers secrétaires : Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Henri Emmanuelli et... Lionel Jospin. Depuis, une certaine stabilité prévaut, en dépit du traumatisme de 2002 et de l'assaut porté par Laurent Fabius et le courant du Nouveau parti socialiste contre le leadership de François Hollande.

La direction du parti socialiste portugais a été principalement symbolisée par deux hommes : Mario Soares et Antonio Guterres, dont les successions se sont révélées ardues. Suite à la démission de Rodriguez, José Socrates a su mener le PSP à la victoire aux élections législatives et décrocher, pour la première fois de l'histoire du PS, une majorité absolue.

Nous l'avons souligné, deux personnalités ont aussi dominé le PASOK : Andreas Papandreou et Costas Simitis. Dans deux registres politiques différents, ces deux leaders ont présidé au destin du PASOK et de la Grèce du milieu des années soixante-dix à 2004. L'héritage pour Georges Papandreou est donc lourd à porter. Après la défaite attendue aux

élections législatives de 2004, il a à faire la démonstration de sa capacité à diriger un parti, toujours traversé par un clivage entre populistes et modernisateurs.

**Tableau 5. Les dirigeants des partis socialistes du sud de l'Europe**

	PS	PSI	PSP	PSOE	PASOK
1974	MITTERRAND, F		SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1975	MITTERRAND, F		SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1976	MITTERRAND, F	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1977	MITTERRAND, F	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1978	MITTERRAND, F	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1979	MITTERRAND, F	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1980	MITTERRAND, F	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1981	LOSPIN, L.	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1982	LOSPIN, L.	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1983	LOSPIN, L.	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1984	LOSPIN, L.	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1985	LOSPIN, L.	CRAXI, B.	SOARES, M	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1986	LOSPIN, L.	CRAXI, B.	CONSTANCIO, V.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1987	LOSPIN, L.	CRAXI, B.	CONSTANCIO, V.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1988	MAUROY, P.	CRAXI, B.	CONSTANCIO, V.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1989	MAUROY, P.	CRAXI, B.	SAMPAIO, J.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1990	MAUROY, P.	CRAXI, B.	SAMPAIO	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1991	MAUROY, P.	CRAXI, B.	SAMPAIO	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1992	FABIUS, L.	CRAXI, B.	GUTTERIEZ, A.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1993	ROCARD, M.	CRAXI, B.	GUTTERIEZ, A.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1994	EMMANUELLI, H.		GUTTERIEZ, A.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1995	LOSPIN, L.		GUTTERIEZ, A.	GONZALEZ, F	PAPANDREOU, A.
1996	LOSPIN, L.		GUTTERIEZ, A.	GONZALEZ, F	SIMITIS, C.
1997	HOLLANDE, F.		GUTTERIEZ, A.	BORRELL, J.	SIMITIS, C.
1998	HOLLANDE, F.		GUTTERIEZ, A.	ALMUNIA, J.	SIMITIS, C.
1999	HOLLANDE, F.		GUTTERIEZ, A.	ALMUNIA, J.	SIMITIS, C.
2000	HOLLANDE, F.		GUTTERIEZ, A.	ALMUNIA, J.	SIMITIS, C.
2001	HOLLANDE, F.		GUTTERIEZ, A.	ZAPATERO, J.	SIMITIS, C.
2002	HOLLANDE, F.		RODRIGUEZ, F.	ZAPATERO, J.	SIMITIS, C.
2003	HOLLANDE, F.		RODRIGUEZ, F.	ZAPATERO, J.	SIMITIS, C.
2004	HOLLANDE, F.		RODRIGUEZ, F.	ZAPATERO, J.	PAPANDREOU, G.
2005	HOLLANDE, F.		SOCRATES, J.	ZAPATERO, J.	PAPANDREOU, G.

## Conclusion

Au final, l'examen des performances électorales, politiques et organisationnelles des partis socialistes d'Europe du sud dévoile des situations contrastées en fonction des formations politiques considérées et des indicateurs pris en compte.

Sous l'angle électoral, les partis socialistes analysés dans cette contribution sont devenus des acteurs importants. En Espagne, en Grèce, et au Portugal, les formations captent désormais régulièrement 40% et plus des suffrages et sont devenus « le » parti d'alternance au(x) parti(s) de droite de leur système politique. Nous l'avons épinglé, la configuration du parti socialiste français a aussi évolué. Après une longue période d'évanescence électorale, les socialistes français ont endossé le statut

de premier parti à gauche du spectre politique et ont été à même d'être compétitifs sur la scène électorale avec les formations du centre droit. Deux différences méritent néanmoins d'être mises en évidence avec leurs coreligionnaires espagnols, grecs et portugais. (a) Les fluctuations de la courbe électorale sont nettement plus sensibles. En peu de temps, le parti socialiste peut passer du purgatoire au paradis, et réciproquement. (b) Par ailleurs, ils sont plus dépendants, dans leurs performances politico-électorales, de leurs relations avec leurs partenaires-concurrents de la gauche de l'échiquier politique. La situation italienne se décline avec plus de difficulté compte tenu des bouleversements profonds du système politique encourus au début de la décennie quatre-vingt-dix. En tout état de cause, force est de constater qu'aucune formation incarnant le socialisme démocratique en Italie n'a jamais pu s'imposer comme un acteur électoral puissant.

À l'aune de l'indicateur politique, les partis socialistes des cinq Etats considérés sont indubitablement puissants dans la période contemporaine. La participation à l'exercice des responsabilités est devenue commune et majoritaire en Espagne, en Grèce, en France et, plus récemment au Portugal. Le cas italien est ici aussi un peu spécifique. Observons néanmoins la capacité de la gauche italienne à emporter le scrutin de 1996 et, pour la première fois depuis 1996, à constituer un exécutif sans courants de droite, même si la composante centriste était importante.

Au-delà de l'observation des participations gouvernementales, il convient d'épingler que celles-ci se réalisent dans des configurations où le parti socialiste est l'acteur dominant et détient le poste de Premier ministre, l'Italie faisant partiellement figure d'exception. Cette réalité socio-politique des vingt-cinq dernières années permet de saisir le poids croissant des socialistes du sud de l'Europe dans la famille social-démocrate à l'échelle européenne, compte tenu des difficultés endurées par certains partis sociaux-démocrates du centre ou du nord de l'Europe, en particulier les longues traversées du désert des travaillistes britanniques (1979-1997) et des sociaux-démocrates allemands (1982-1998).

Qu'en est-il enfin sur le plan organisationnel ? Nous avons pu épingler que les deux identifiants les plus communément développés dans la littérature scientifique caractérisaient toujours les formations socialistes du sud de l'Europe : (i) Une formation organisationnellement modeste sous l'angle de son appareillage, de son rapport aux adhérents et de ses liens avec les organisations syndicales, bref le contraire du *modèle social-démocrate*, reste la norme. (ii) De même, le rôle du leader dans la vie du parti et dans son incarnation demeure un élément marquant des formations socialistes portugaise, grecque, française ou espagnole.

La confirmation de ces deux données de sociologie politique mérite toutefois trois éléments de nuance. D'abord, elles sont de moins en moins singularisantes. Le *modèle social-démocrate* tend à s'estomper avec un effet d'accélération récent (Delwit, 2004b ; Callaghan, 2000). Autrement dit, le nombre d'adhérents, et l'évolution des taux d'adhésion et de pénétration électorale convergent de plus en plus au sein de la famille

socialiste/social-démocrate. De même, le rôle du leader est-il de plus en plus important dans l'ensemble des partis à l'échelle européenne (Poguntke & Webb, 2005). La dynamique de rapprochement des modèles est ici aussi à l'œuvre. Enfin, même si la portée est limitée, soulignons que certains partis socialistes du sud de l'Europe sont devenus des organisations nettement plus significatives qu'auparavant sous l'angle du nombre de membres et de leur implication militante. C'est particulièrement vrai du PSOE, qui est un des rares contre-exemples à l'échelle européenne, du déclin des adhérents dans les partis politiques.

## Référence /References

- Bergougnioux A., Grunberg G., *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005.
- Blondel, J. « Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 1, n° 2, 1968.
- Braga Da Cruz M., «La gauche et les institutions politiques», in Lazar M. (dir), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, Presse universitaires de France, 1996.
- Callaghan J., *The retreat of Social Democracy*, Londres, Manchester University Press, 2000.
- Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- Delwit P. (dir), *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004.
- Delwit, P. « La social-démocratie européenne et le monde des adhérents. La fin du party communauté ? », in Delwit P., (dir), *Où va la social-démocratie européenne? Débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004b.
- Delwit P., De Waele J-M., & Gotovitch J., *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992.
- Duverger M., *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992.
- Grunberg, G., « Partis, élections et identités. Les socialistes et le territoire », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 5, n° 1, 1998.
- Katz, R., Mair, P., « Changing models of Party Organization: the emergence of the cartel party », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 1995.
- Mair, P., Van Biezen, I., « Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, vol. 7, n°1, 2001.
- Michels R., *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971
- Moschonas G., *In the Name of Social Democracy: The Great Transformation, 1945 to the present*, Londres & New York, Verso, 2002.

- Moschonas G., *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris Montchrestien, 1994.
- Neumann S. (dir.), *Modern Political Parties: approaches to comparative Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.
- Padgett S, Patterson W.E., *A history of Social Democracy in Post-war Europe*, Londres & New York, Longman, 1991.
- Pélassy D., *Qui gouverne en Europe ?*, Paris, Fayard, 1992.
- Poguntke Th., Webb P. (dir.), *The Presidentialization of Politics. A comparative Study of Modern Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Sartori G., *Parties and party systems : a framework for analysis*, Cambridge & New York, Cambridge, University Press, 1976
- Seiler D-L., *Les partis politiques en occident : sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003.
- Webb P., « Introduction. Political Parties in Advanced Industrial Democracies », in Webb P., Farrell D., Holliday I. (dir.), *Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

---

<sup>i</sup> *Le Monde*, 6 octobre 2005.